

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.080/2/V
DU 17 AOÛT 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 24 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération", a donné l'avis suivant :

Recevabilité du projet d'arrêté

1 La section de législation du Conseil d'État est saisie d'une demande d'avis dans les trente jours sur un projet d'arrêté qui lui a déjà été soumis et a donné lieu, le 7 janvier 2009, à l'avis 45.621/4.

En principe, lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : celle-ci doit alors être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

Par conséquent, ne seront pas examinés l'article 2, 1/, a) et d), et 2/, et l'article 12 de l'arrêté en projet.

2. L'avis de la section de législation du Conseil d'État est réclamé dans un délai de trente jours.

Il résulte de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qu'en pareille hypothèse, la section de législation peut limiter son examen à la compétence de l'auteur du texte qui lui est soumis, au fondement juridique de ce texte et à l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

.../...

Formalités préalables

1. L'accord du Secrétaire d'État au Budget a été donné le 5 décembre 2008. Il s'agit donc d'un accord sur la version de l'arrêté en projet qui a fait l'objet de l'avis 45.621/4 précité. Étant donné les modifications intervenues depuis lors, il convient que l'arrêté en projet soit à nouveau soumis à l'accord du Secrétaire d'État au Budget ⁽¹⁾.

2. Le dossier transmis pour avis à la section de législation du Conseil d'État ne contenait pas d'avis de l'I.B.P.T. Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

Observations particulières

Préambule

1. Il n'y a pas lieu de mentionner, au premier alinéa, l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Cet article ne constitue en effet pas le fondement légal de l'arrêté en projet. Par contre, il y a lieu de préciser que l'article 30, § 2, de cette loi constitue le fondement légal.

2. Aux alinéa 2 à 4, il convient d'omettre la mention de la modification subie par les arrêtés ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Tel a été le cas pour l'avis de l'Inspecteur des Finances.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandations n^os 29 et 30, www.raadvst-consetat.be (17/08/2009).

3. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être mentionné comme suit :

"Vu l'avis 47.080/2/V du Conseil d'État, donné le 17 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽³⁾.

Dispositif

Article 2

Au 3/, l'auteur du projet devra être en mesure de donner les raisons qui justifient que la disposition en projet prévoit que l'opérateur GSM à 900 Mhz qui établit et exploite un réseau DCS-1800 n'est pas tenu de respecter certaines des obligations prévues par l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800.

Article 4

Comme les articles 20 à 31 dont l'abrogation est envisagée figurent tous dans le même chapitre, mieux vaut écrire :

"Le chapitre 2, contenant les articles 20 à 31, ainsi que l'annexe 1, du même arrêté sont abrogés".

Une observation analogue vaut pour l'article 8.

⁽³⁾ *Ibidem*, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2.

Article 5

Dans la version française, il y a lieu de remplacer dans la phrase introductive le mot "GSM" par les mots "DCS 1800".

Article 6

Au paragraphe *2bis*, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 24 octobre 1997, il convient, de l'accord du délégué du ministre, d'inverser la première et la deuxième phrase.

Article 11

Selon l'article 18, § 2, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération,

"L'autorisation expire le 15 mars 2021".

La section de législation n'aperçoit dès lors pas pourquoi, il est prévu, au 1/, de modifier l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}, afin qu'il y soit spécifié que l'autorisation est valable au maximum pendant 20 ans. En effet, à partir du moment où la date de l'expiration de l'autorisation est indiquée, à savoir le 15 mars 2021, il n'y a pas lieu de préciser que celle-ci vaut pour 20 ans maximum.

L'article 11, 1/, de l'arrêté en projet sera dès lors supprimé.

Article 13

À l'alinéa 2 du paragraphe *2ter* en projet, il conviendrait de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "Toute partie intéressée".

La question paraît d'autant plus pertinente qu'à l'alinéa 4 du même article 22, § 2^{ter}, en projet et à l'article 22, § 4^{quater} (article 14 du projet), il est question de "parties concernées" et que les deux concepts ne semblent pas avoir le même contenu.

Observation finale

Les textes français et néerlandais gagneraient à être revus.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.080/2/V
VAN 17 AUGUSTUS 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 24 juli 2009 door de Ministre voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofoonnetten, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten en van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie", heeft het volgende advies gegeven :

Ontvankelijkheid van het ontwerpbesluit

1. De afdeling Wetgeving van de Raad van State is verzocht om binnen dertig dagen een advies uit te brengen over een ontwerpbesluit dat haar reeds is voorgelegd en waarover op 7 januari 2009 advies 45.621/4 is uitgebracht.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze in principe de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die door de afdeling Wetgeving in het eerste advies zijn gemaakt of gedaan : in zo'n geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd omtrent de nieuwe bepalingen.

Dat geldt ook niet wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving wederom wordt onderzocht : in zo'n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Artikel 2, 1/, a) en d), en 2/, en artikel 12 van het ontworpen besluit worden bijgevolg niet onderzocht.

2. De afdeling Wetgeving van de Raad van State wordt verzocht binnen een termijn van dertig dagen advies te verstrekken.

Uit artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State volgt dat de afdeling Wetgeving zich in zulk een geval kan bepalen tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de regeling die haar is voorgelegd, van de rechtsgrond van die regeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

.../...

Wat die punten betreft, geeft de voorliggende tekst aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. De akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting dagtekent van 5 december 2008. Het gaat dus om een instemming met de versie van het ontworpen besluit waarover het voornoemde advies 45.621/4 is uitgebracht. Gezien de wijzigingen die sedertdien zijn aangebracht, behoort het ontworpen besluit opnieuw ter goedkeuring aan de Staatssecretaris voor Begroting te worden voorgelegd ⁽¹⁾.

2. Het dossier dat voor advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is overgezonden, bevatte geen advies van het BIPT. Er moet voor gezorgd worden dat naar behoren aan dat vormvereiste wordt voldaan.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Er is geen grond om in het eerste lid artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie te vermelden. Dat artikel levert immers geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit. Er moet daarentegen wel gepreciseerd worden dat artikel 30, § 2, van deze wet de rechtsgrond oplevert.

2. In het tweede tot het vierde lid behoort de vermelding van de wijzigingen die in de besluiten zijn aangebracht, te worden weggelaten ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Dat is geschied voor het advies van de inspecteur van Financiën.

⁽²⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 29 en 30, www.raadvst-consetat.be (17/08/2009).

3. Het lid dat betrekking heeft op het advies van de Raad van State moet luiden als volgt :

"Gelet op advies 47.080/2/V van de Raad van State, gegeven op 17 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽³⁾.

Dispositief

Artikel 2

Wat onderdeel 3/ betreft, moet de steller van het ontwerp in staat zijn te wettigen waarom de ontworpen bepaling voorschrijft dat een GSM-operator op 900 MHz, die een DCS-1800 netwerk aanlegt en exploiteert, niet gebonden is door sommige verplichtingen vastgelegd in het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800 mobilofonienetten.

Artikel 4

Aangezien de artikelen 20 tot 31, die men van zins is op te heffen, allemaal in hetzelfde hoofdstuk staan, is het beter te schrijven :

"Hoofdstuk 2, dat de artikelen 20 tot 31 bevat, en bijlage 1 van hetzelfde besluit worden opgeheven."

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 8.

⁽³⁾ *Ibidem*, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikel 5

In de Franse versie moet in de inleidende zin het woord "GSM" vervangen worden door de woorden "DCS 1800".

Artikel 6

In de ontworpen paragraaf 2bis, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997, moeten de eerste en de tweede zin van plaats worden verwisseld. De gemachtigde van de minister is ermee eens.

Artikel 11

Het ontworpen artikel 18, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie bepaalt het volgende :

"De vergunning loopt af op 15 maart 2021".

Het is de afdeling Wetgeving dan ook niet duidelijk waarom in onderdeel 1/ voorzien wordt in een wijziging van artikel 18, § 2, eerste lid, zodat daarin gepreciseerd wordt dat de vergunning maximaal voor 20 jaar geldt. Zodra immers de vervaldatum van de vergunning wordt opgegeven, namelijk 15 maart 2021, heeft het geen zin te preciseren dat deze maximaal 20 jaar geldig is.

Artikel 11, 1/, van het ontworpen besluit moet derhalve vervallen.

Artikel 13

In het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2ter behoort gepreciseerd te worden wat verstaan moet worden onder "Elke belangstellende partij".

.../...

Dat is des te meer nodig daar er in het vierde lid van hetzelfde ontworpen artikel 22, § 2^{ter} en in ontworpen artikel 22, § 4^{quater} (artikel 14 van het ontwerp) sprake is van de "betrokken partijen" en die twee begrippen niet met elkaar lijken overeen te stemmen.

Slotopmerking

De Nederlandse en de Franse tekst behoeven herziening.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevrouw L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE EERSTE VOORZITTER

C. GIGOT

R. ANDERSEN